



Universiteit
Leiden
The Netherlands

L'efficace politique du sentiment: une histoire sahélienne.
Idrissa Abdoulaye, A.

Citation

Idrissa Abdoulaye, A. (2024). L'efficace politique du sentiment: une histoire sahélienne. *La Revue Internationale Et Strategique*, (133), 89-96. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/4179685>

Version: Not Applicable (or Unknown)
License: [Leiden University Non-exclusive license](#)
Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/4179685>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

L'efficace politique du sentiment : une histoire sahélienne

Rahmane Idrissa

Chercheur senior au Centre des études africaines de l'Université de Leyde
et maître de conférences en science politique à l'Africa Institute de Sharjah.

Le sentiment est chose éminemment politique. D'après celui qui se présente comme le premier praticien de la science politique, Thomas Hobbes, c'est un sentiment qui est à la base de tout ordre politique, à savoir la crainte, « la peur mutuelle que les hommes éprouvent les uns pour les autres ». Albert Hirschman, dans *Les Passions et les intérêts*, a montré comment la pensée politique de la première modernité en Occident (XVII^e-XVIII^e siècles) s'est construite autour de l'idée d'une police des « passions » (émotions, sentiments). Les affects, les pulsions et ce que l'on appelait au Moyen Âge chrétien les concupiscences (libido) doivent être à la fois disciplinés et exploités pour assurer la stabilité et la prospérité d'une entité politique. Le vaste domaine du subjectif et du psychologique, qui comprend aussi cet imaginaire que Cornelius Castoriadis pose à la base fondatrice des sociétés, apparaît comme une composante essentielle et indispensable de toute compréhension globale du politique.

À cet égard, il serait erroné de présupposer que toute référence à des sentiments dans l'appréhension d'événements importants serait acter une sorte de dépolitisation de ce qui est à l'œuvre. Le sentiment est politique parce qu'il est politisable et peut être mis au service d'un dessein politique. La ferveur, la piété, l'enthousiasme sont plus fréquemment mobilisés par les chefs charismatiques que des argumentaires rationnels ajustés à des enjeux objectifs. Les peurs et les désirs des humains sont plus inflammables et manipulables que leurs calculs rationnels ; et l'imagination exaltante les entraîne plus loin, parfois à leurs risques et périls, que la terne réalité. De nos jours, cela explique largement des événements comme le succès des pro-Brexit lors du référendum de sortie de l'Union européenne tenu au Royaume-Uni à l'été 2016, ou encore l'assaut des

«trumpistes» contre le Capitole à Washington en janvier 2021. Cela explique aussi, en bonne part, les événements du Sahel intérieur où s'est précisé, ces dernières années, ce que l'on a pu qualifier de «sentiment antifrçais».

Ce qui politise le sentiment, c'est le discours. Le sentiment est chose flottante et réversible. Le discours peut lui donner une structure et des références fixes, raffinant ainsi à son usage ce qui était une forme d'énergie puissante mais brute et volatile. De cette façon, un discours politique ou idéologique peut concentrer les sentiments, les passions et les transformer en armes et en leviers – si bien que le sujet le plus approprié pour cette analyse n'est pas tant le sentiment antifrçais que le *discours antifrçais*.

Nous examinerons d'abord ce que peut être un tel discours dans sa généralité. Nous analyserons ensuite comment il a servi à discipliner et exploiter des sentiments non pas tant en vue de nuire aux intérêts de la France – il s'agit d'un dommage collatéral – que pour hisser à la tête des États du Sahel intérieur – le Burkina Faso, le Mali et le Niger – de nouvelles élites militaro-civiles qui s'efforcent de fonder leur pouvoir sur une idéologie nationaliste et souverainiste. Leur objectif, contrairement à ce que peut laisser croire le contenu du discours en question ou le label antifrçais qui lui est donné, n'est pas la rupture avec la France : il s'agit avant tout de prendre et de conserver le pouvoir, suivant des recettes bien connues de tout étudiant de Machiavel. Étant donné les ramifications géopolitiques, on peut comprendre que de nombreuses analyses se focalisent sur la France, ses responsabilités, ses erreurs, ses pertes. Elles ne s'en aveuglent pas moins sur la réalité fondamentale de la situation tout en se rendant coupables, dans la foulée, de cet eurocentrisme qui caractérise souvent l'analyse des évolutions des pays africains, particulièrement ceux qui, comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger, sont sous-étudiés et hors radar. Nous verrons d'ailleurs que si la France joue le rôle de repoussoir principal dans le dispositif discursif de ces pouvoirs d'un nouveau genre, elle n'est pas seule. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) en est un autre. Il en est de même d'autres éléments et entités – par exemple, la démocratie ou l'Occident d'une manière générale – selon les besoins et les opportunités.

Discours antifrçais

Le «discours antifrçais» ne désigne pas *les propos* critiques envers la France, mais *l'idée* que la France est une ennemie pour ainsi dire naturelle de l'Afrique et que les intérêts français et africains sont par essence opposés. Cette idée existe dans le paysage intellectuel de l'Afrique francophone. Elle postule, avec Mbaye Lo, universitaire sénégalais établi aux États-Unis, que «rien de bon ne peut venir de la France» par rapport à l'Afrique. Il s'agit d'un postulat, d'un *a priori* qui sert de filtre pour évaluer les relations entre la France et l'Afrique.



Grâce à ce filtre, tout ce qui peut passer pour positif dans ces relations est soit ignoré, soit rendu négatif ; tout ce qui est négatif est magnifié ; et tout ce qui est négatif sans qu'il y ait de preuve que cela est du fait de la France est présenté comme étant de toute évidence un acte de la France. À l'extrême de cette logique, des actes négatifs imaginaires sont assignés à la France : cette ultime conséquence de ce dispositif discursif est exploitée sans relâche par les juntes du Sahel intérieur et leurs partenaires idéologiques, passés maîtres dans l'art de propager des théories du complot antifranchaises. Dans cette optique, la France, contrairement aux criminels de droit commun, est présumée coupable et ne saurait prouver son innocence.

Ce discours repose sur des référents issus de la tumultueuse histoire des rapports entre la France et ses ex-colonies subsahariennes, en particulier au cours des trente premières années de leur indépendance. Les orientations géopolitiques de la politique française au cours de cette période étaient déterminées par le contexte de la guerre froide en lien avec l'objectif d'autonomie stratégique de la France par rapport aux deux supergrands. Elles impliquaient un niveau élevé de contrôle des « pays du champ », comme l'administration française en charge des relations extérieures et de la coopération appelait les anciennes colonies d'Afrique subsaharienne, ce qui passait par l'établissement ou le maintien de structures officielles et officieuses de mainmise sur les aspects stratégiques – pour la France – de l'existence souveraine des pays concernés, et une politique d'interventions, militaires et autres, dans les affaires intérieures desdits pays.

Cependant, avec les changements de contexte autour de la fin de la guerre froide, de la mondialisation, de la construction européenne et des démocratisations en Afrique, le niveau de contrôle recherché par la France a baissé au fil du temps, et les structures de mainmise et d'influence ont été largement démantelées ou se sont dissipées d'elles-mêmes. Il en est resté des vestiges, comme les bases militaires et le franc CFA – qui sont les plus visibles et suscitent donc le plus de contestation. Sans l'appareillage de la politique néocoloniale, ces instruments devenus vestigiaux jouent toutefois un rôle différent de celui prévu par le pouvoir français lors de leur mise en place, il y a des décennies de cela.

À cet égard, le fait le plus conséquent est que la France n'a pas élaboré une nouvelle politique africaine adaptée à des contextes radicalement différents de ceux qui avaient déterminé l'ancienne.

La France n'a pas élaboré une nouvelle politique africaine adaptée à des contextes radicalement différents de ceux qui avaient déterminé l'ancienne

laquelle a été attaché le label sulfureux de «Françafrique», les différents présidents français du tournant du XXI^e siècle ont promis de rompre avec elle sans proposer, en lieu et place, une nouvelle donne. Or la nature – politique – a horreur du vide. En s'étiolant, l'ancienne politique a laissé derrière elle des legs souvent douteux qui expliquent nombre des incohérences de l'action politique de la France en Afrique, par exemple le fait de soutenir officiellement la démocratie et pourtant de continuer de prêter main-forte à des régimes autoritaires, en particulier en Afrique centrale. Dans tous les cas, cette action se déploie désormais dans un contexte caractérisé par un recul marqué de l'influence de la France, dû aussi bien à des choix politiques de l'État français – suppression du ministère de la Coopération, par exemple – qu'aux changements de dynamiques induits par la mondialisation et d'autres réalités du XXI^e siècle naissant.

Ces complexes évolutions historiques ne sont pas perceptibles du point de vue du discours antifrçais. Dans cette perspective particulière, la France est à jamais ce qu'elle s'est montrée être sous les espèces de sa politique néocoloniale des années 1960-1990 – plus précisément, si l'on devait en faire l'histoire, 1958-1994 – et l'Afrique reste toujours aussi vulnérable et victime de ses menées qu'il y a quarante ou cinquante ans. Cette image quelque peu figée de la réalité est nécessaire au discours car elle fournit des références empiriques à son postulat d'une France coupable pratiquement par nature.

Cela dit, il faut garder le sens des proportions. Le discours antifrçais bénéficie ces derniers temps d'un effet de magnification médiatique qui peut donner l'impression qu'il est une force dominante de la vie publique des pays africains. Il n'en est rien. Quant au fond, il s'agit d'un sous-produit du panafricanisme et de l'anti-impérialisme qui constituent effectivement une sorte de pensée unique des *intelligentsias* africaines. Mais ces *intelligentsias* n'ont que peu de relais dans le champ de l'action publique et politique qui est dominé, depuis la démocratisation, par toutes sortes d'entrepreneurs sociopolitiques – politiciens et politiciennes, hommes et femmes d'affaires, *leaders* religieux musulmans et chrétiens, activistes de la société civile, etc. – peu en phase avec elles. Bien que disposant de rhéteurs parfois très écoutés – le plus connu étant le Franco-Béninois Kémi Séba –, le discours n'a réussi à susciter des coups d'éclat qu'autour du franc CFA. Même dans ce cas, on ne saurait parler de mobilisation de l'opinion publique, en dépit d'une amplification médiatique qui peut donner l'impression contraire. Étant donné la fragilité des bases empiriques du discours dans un contexte où le néocolonialisme français est de plus en plus une relique de l'histoire, il lui faut cependant se fixer sur les vestiges de cette histoire, les ressentiments du passé – y compris colonial et négrier –, et des fictions rendues crédibles par l'image de la France construite par le discours. Cela n'a pas élargi son audience, ce qui s'observe notamment dans le fait qu'il n'a pu servir d'arme dans la lutte pour le pouvoir à l'intérieur des pays. Jusqu'à la crise du Sahel.



Souverainisme sahélien

Le Sahel est un cas d'école de la façon dont le discours peut politiser le sentiment et, en fin de compte, le manufacturer. La crise du Sahel telle qu'elle s'est nouée d'abord au Mali est en partie une conséquence des contradictions de l'action politique de la France évoquées plus haut. Ces contradictions se sont manifestées lors de l'intervention franco-britannique en Libye en 2011 et au début de l'opération Barkhane en 2014. Dans les deux cas, l'ancien s'est mêlé au nouveau pour brouiller le message, créer la méfiance et générer une sorte de panique dans les opinions publiques sahéliennes.

L'intervention franco-britannique en Libye s'inscrivait dans le cadre des impératifs normatifs liés au programme occidental post-guerre froide de construction d'un monde démocratique et libéral – ici, le soutien aux « printemps arabes », dont on supposait, en Occident, qu'ils aboutiraient à l'établissement de démocraties libérales dans les pays concernés. Elle a toutefois été exécutée par d'anciennes puissances coloniales usant d'une méthodologie d'allure très coloniale, l'intervention militaire unilatérale – la politique de la canonnière appliquée à la protection des droits humains. Au Mali, l'opération Barkhane a été mise en œuvre sous la forme d'un programme d'aide, avec les principes de base de ce type de programme – à savoir, le fait que le plan et les objectifs sont fixés par l'aideur, non par l'aidé, à qui il est seulement demandé de « s'approprier » l'aide. Le problème est que Barkhane n'était pas une organisation non gouvernementale internationale mais une opération militaire française, et le fait que la France fixe le plan et les objectifs d'une crise existentielle pour le Mali ne pouvait qu'avoir de forts relents colonialistes, même si l'intention n'était pas néocoloniale. De plus, le contexte était naturellement très sensible : les événements ayant mené à l'intervention française avaient été vécus comme une crise de souveraineté, autour de la question de l'intégrité territoriale. La France a été bien accueillie lorsqu'elle a semblé contribuer à résoudre cette crise, lors de l'opération Serval, en 2013 ; elle est cependant devenue l'objet de forts ressentiments lorsqu'il est apparu qu'elle contribuait en fin de compte à l'aggraver, notamment en légitimant, à travers des actes de coopération, la rébellion touareg. Dans cette optique, l'intervention contre la Libye, qui a été l'élément déclencheur de cette rébellion, est apparue aux yeux de beaucoup comme faisant partie d'un plan général contre le Mali. Si l'on ne regardait pas trop dans les détails, tout se tenait.

Et puis il y avait, d'un autre côté, le contexte particulier du Sahel intérieur. Il s'agit là d'une zone de forte instabilité politique dans laquelle se mène, depuis l'indépendance, une lutte sourde entre élites civiles et militaires. La première tentative de putsch a eu lieu au Niger dès 1963, trois ans seulement après l'indépendance. En 1966, les militaires prirent le pouvoir en Haute-Volta, puis au Mali deux ans plus tard, et enfin au Niger en 1974. Les années 1990 ont vu le retour au pouvoir des civils, mais leur règne, souvent marqué par des crises

politiques à répétition parfois résolues par un coup d'État suivi d'une « transition » de retour au gouvernement civil – cela a été en particulier le cas du Niger –, semble aujourd'hui tirer à sa fin avec la série de putschs inaugurée au Mali en 2020. Le retour des civils au pouvoir dans les années 1990 a été porté par la vague des démocratisations qui déferlait sur une bonne partie du monde à cette époque ; celui des militaires s'inscrit dans un souverainisme particulier aux pays du Sahel intérieur et dont les premières manifestations ont eu lieu au Mali, d'abord contre la Cedeao en 2012, ensuite contre la France à partir de 2014.

Le discours souverainiste s'est, dès le départ, focalisé sur la France comme ennemi héréditaire idéal, car il était aisé de susciter des sentiments de panique vis-à-vis d'elle

Le discours souverainiste essaie de mobiliser les populations autour de l'étendard national. Pour cela, il lui faut des porte-drapeaux et un ennemi héréditaire. Le discours a d'abord émergé au sein de groupes organisés de militants panafricains et anti-impérialistes parfois plus ou moins liés à des opposants politiques et à des activistes de la société civile. Il s'est, dès le départ, focalisé sur la France comme ennemi héréditaire idéal, car il était aisé de susciter des sentiments de panique vis-à-vis d'elle. Elle était déjà l'objet de vagues ressentiments hérités de l'histoire évoquée précédemment, et elle était présente militairement dans la région. Elle était aussi une synecdoque pour un Occident qui semblait résolu à imposer aux sociétés sahéliennes des normes morales détestables, notamment celles qui prétendent défendre les personnes LGBT. Toutes sortes de narratifs pouvaient donc être convoqués pour susciter cette peur qui, selon Hobbes, est à la racine des régimes politiques, et pousser les uns et les autres à adhérer au projet souverainiste dans un vaste mouvement de rassemblement autour du drapeau. Ces narratifs sont nécessairement contradictoires : ainsi, la France armerait et entraînerait les djihadistes ; mais en même temps,

elle promouvrait la cause LGBT. Cela ne pose cependant pas problème : d'une part, différents narratifs « parlent » à différents groupes et, d'autre part, les émotions constamment excitées par une propagande efficacement véhiculée par les réseaux sociaux diluent dans une sorte de « ressenti » subjectif des récits qui, objectivement, ne tiennent pas la route.

Pendant quelques années, entre 2012 et 2019, cet imaginaire souverainiste et le discours antifrançais qu'il produisait a accru son emprise sur les esprits sans cependant susciter l'intérêt des principaux *leaders* politiques – civils – des trois pays. Mais lorsque les militaires maliens ont pris le pouvoir en



2020, un rapprochement d'intérêt mutuel s'est vite opéré : d'une part, les souverainistes étaient désireux de « concrétiser » leur projet et virent les putschistes comme les porte-drapeaux qui leur manquaient ; d'autre part, les putschistes découvrirent la possibilité d'enraciner leur pouvoir sans avoir à se soucier de la norme démocratique comme ils avaient dû le faire par le passé. Pour les uns comme pour les autres, il était d'intérêt stratégique de maintenir, à l'endroit de la France, un sentiment de colère et de rejet au sein de l'opinion publique. La manufacture du sentiment antifrçais a donc été entreprise comme l'un des éléments de la construction d'un pouvoir d'un nouveau genre. Le Mali a fourni, à travers un processus d'essais et erreurs, un modèle que le Burkina Faso d'Ibrahim Traoré et le Niger du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) ont ensuite appliqué avec plus ou moins de bonheur. Lorsque la Cedeao, sous l'impulsion du président nigérian Bola Tinubu, a essayé de mettre le holà sur ce que les commentateurs nigériens ulcérés ont traité de « coupisme », un sentiment anti-Cedeao a rapidement été mis à l'usine, aboutissant à l'établissement d'une amicale souverainiste-putschiste, l'Alliance des États du Sahel (AES) et à la rupture avec la Cedeao. Cette dernière représentait un danger surtout pour les pouvoirs militaires, sur lesquels elle faisait pression pour qu'ils rétablissent un gouvernement civil et démocratique comme ils en étaient tenus par le traité communautaire. Par ailleurs, le discours anti-Cedeao appuie le discours antifrçais et vice-versa dans la mesure où l'organisation régionale est présentée, entre autres défaillances, comme un instrument des Français.

Russiafrique

Les pays du Sahel intérieur semblent corroborer une thèse bien connue des politistes, selon laquelle il existerait une forte corrélation entre instabilité politique et faible intégration à l'économie mondiale se traduisant notamment par un niveau minime de développement économique. Alors même que le discours antifrçais en provenance de la zone accuse la France d'en avoir fait sa « vache à lait » et de « piller ses ressources », le Sahel intérieur est la région d'Afrique qui attire le moins les investisseurs français. En revanche, le Sénégal, le Sahel du littoral, est fortement intégré avec le capitalisme français. Il est également un pays dont la stabilité résiste plus – pour l'instant – aux excès de ses politiciens, capables, comme encore à la fin de la présidence de Macky Sall, de déclencher de façon unilatérale des crises politiques graves sans que cela n'aboutisse à des bruits de bottes. Ce contraste entre le Sénégal et le reste du Sahel souligne que la trajectoire des pays de l'intérieur sahélien relève, en dernière analyse, de particularités qui leur sont propres.

Ces particularités ont joué contre la France dans la séquence actuelle et servent les plans de la Russie, qui peut s'appuyer sur le souverainisme sahélien

pour expérimenter la stratégie d'emprise sur les pays africains qu'elle est en train de patiemment développer. Si la Françafrique est morte au Sahel, la Russiafrique

se tient prête à la remplacer. Dans cette optique, Moscou assiste les pays du Sahel intérieur dans leur manufacture du sentiment antifrçais, notamment à travers la production de produits médias adaptés à la circulation sur les réseaux sociaux et la dissémination de drapeaux russes, devenus – paradoxe du sentiment – un symbole de souveraineté « africaine ». Les résultats obtenus, espère-t-il, feront tache d'huile sur d'autres pays

francophones. Et si cette stratégie a ses limites, la preuve de l'efficace politique du sentiment est en tout cas faite. ■

Si la **Françafrique** est **morte** au Sahel, la **Russiafrique** se tient prête à la **remplacer**
